

LA FRAUDE FISCALE EN BELGIQUE, ÇA CORRESPOND À QUOI ?

Ces dernières semaines, les révélations sur les paradis fiscaux ont fait la Une des journaux à travers le monde. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Fraude fiscale, «optimisation» fiscale... est-ce la même chose ? A quoi cela correspond en Belgique ? La réponse dans cette infographie économique !

1 C'est quoi la fraude fiscale ?

La **fraude fiscale** est le phénomène qui consiste à éluder l'impôt illégalement (en fraudant donc). Elle peut être le fruit de personnes physiques (un ménage par exemple) ou de sociétés (que ce soit des sociétés qui ont de véritables activités productives ou des sociétés écrans que des personnes physiques utilisent pour se cacher). Lorsque la fraude fiscale n'est pas strictement illégale, certains l'appellent «**optimisation fiscale**». Cela veut dire que la

personne ou la société utilise des moyens à la limite de la légalité pour remplir son objectif : payer le moins d'impôts possible. Tout cela peut être vu comme un **iceberg** : la face visible est la plus petite parce que les fraudes découvertes sont encore trop rares et que les montants de la fraude et de l'optimisation fiscale sont énormes. Ces montants échappent donc à l'impôt en Belgique et sont un manque à gagner pour l'Etat (donc pour vous).



2 A quoi correspondent ces milliards ?

Il est difficile de se rendre compte de ce que cela signifie 28 milliards ! Alors on va partir sur l'hypothèse que si le fisc taxait cet argent, il en retirerait **10 milliards de rentrées en plus dans le budget de l'Etat chaque année**. A quoi correspondent 10 milliards ? Excellente question !



75€

Voilà ce que chaque Belge aurait en poche en plus par mois si ces 10 milliards étaient distribués chaque année purement et simplement.



6,8%

Les 10 milliards représentent 6,8% des recettes fiscales (autres que les cotisations sociales) de l'Etat. Imaginez ce que l'on pourrait faire avec tout cet argent...



95%

En 2016, le solde de financement (donc les recettes moins les dépenses) représentait un trou de 10,5 milliards. 95% du trou de financement seraient financés grâce à l'argent de l'évasion fiscale. Plus besoin de politiques d'austérité !

On n'est pas obligé de s'arrêter là. Le budget « **allocations de chômage** » est de **6 milliards** (chômage complet et temporaire, hors RCC) en 2017. Pour les **interruptions de carrière** et les **crédits-temps** que le gouvernement limite, le budget est de **0,5 milliard** (20 fois moins que la somme qu'on pourrait récupérer de la fraude fiscale). Bref, des politiques sociales et justes sont possibles : il suffirait que les vrais fraudeurs y contribuent et soient sanctionnés.



Au lieu de poursuivre les politiques d'austérité, il suffirait pour le gouvernement de prendre la mesure des scandales successifs de fraude fiscale (Panama Papers, Paradise Papers, Swiss Leaks). Pourquoi la lutte contre la fraude fiscale est-elle si mal outillée en moyens alors qu'elle peut rapporter énormément ?